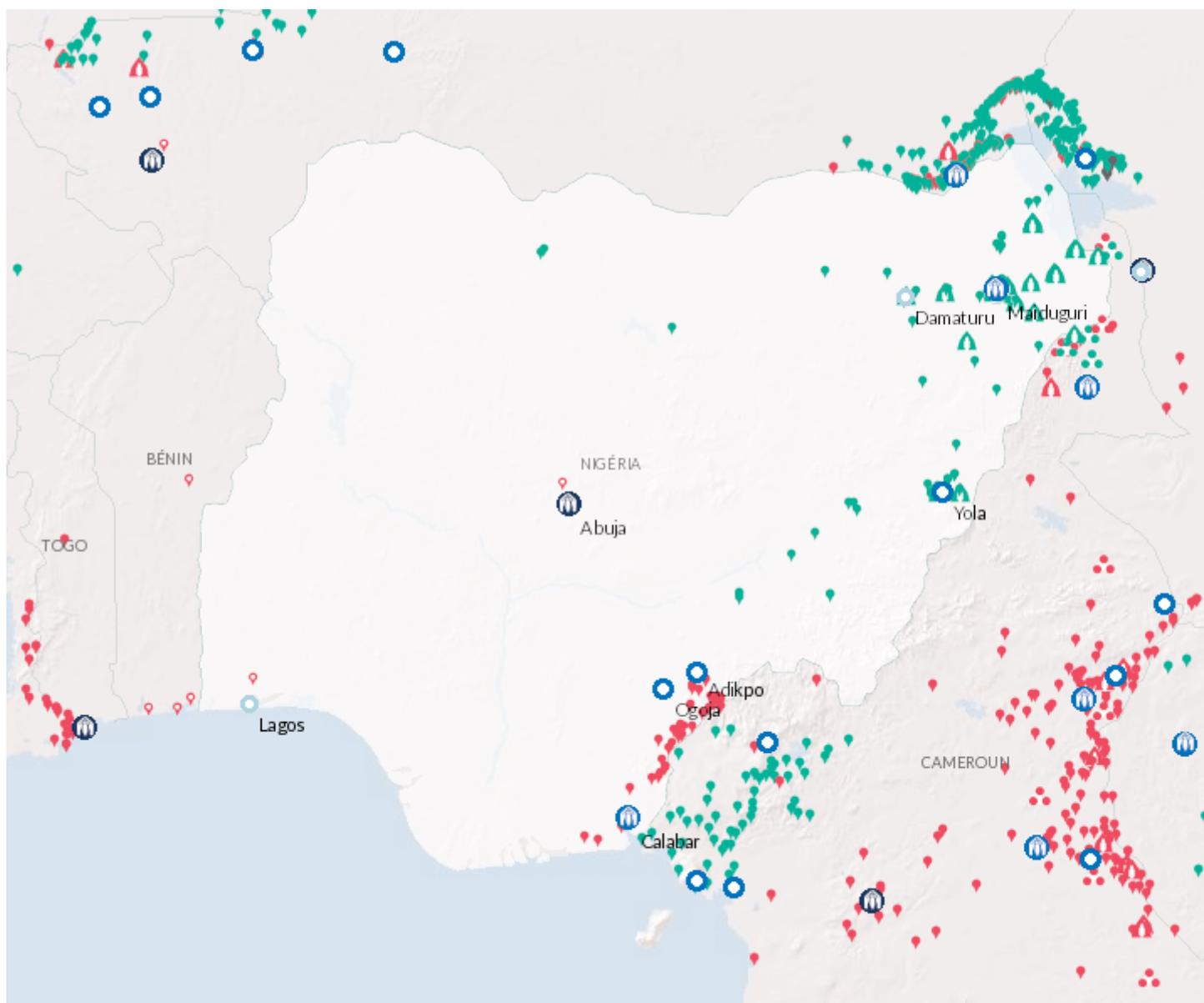


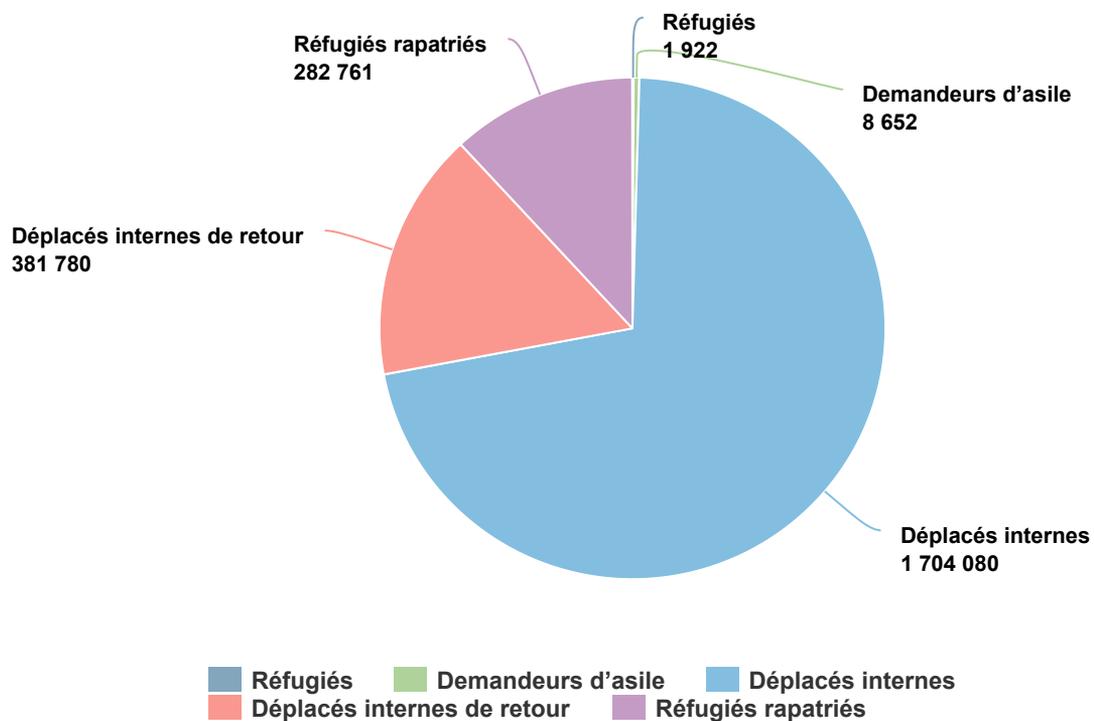
Opération: Nigeria



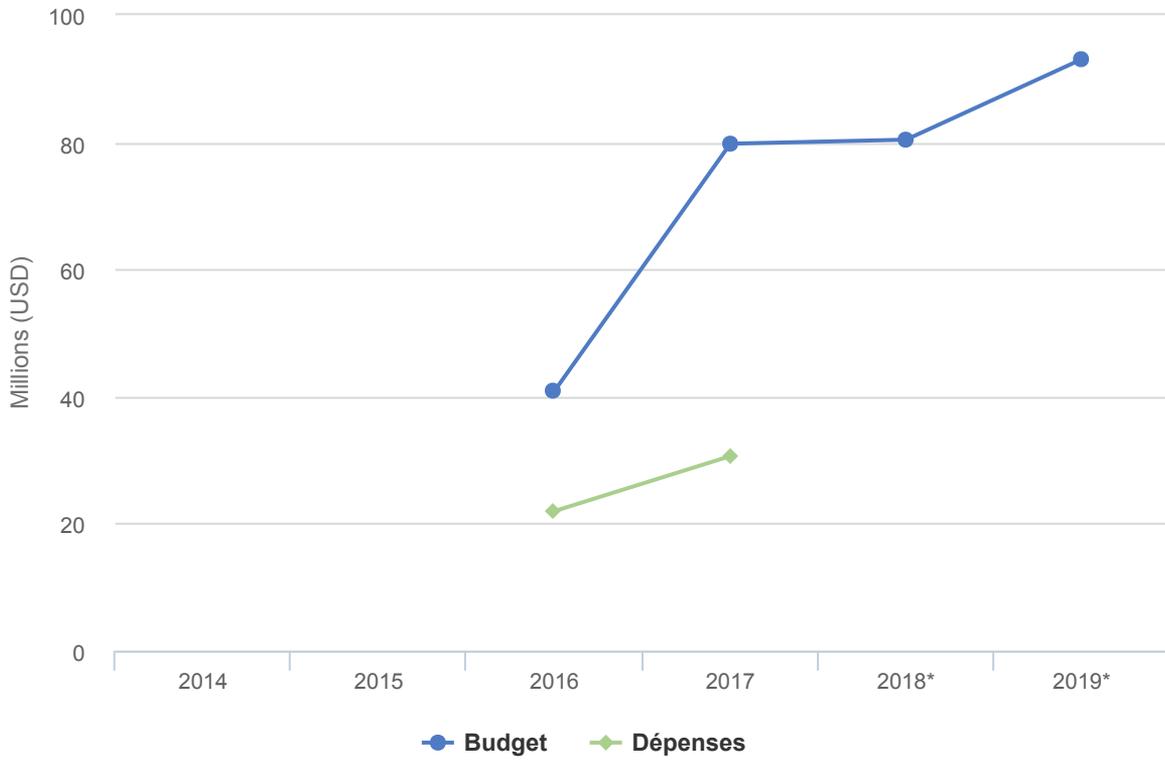
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 18% EN 2017

2017	2,379,195
2016	2,911,012



Budgets et Dépenses - Nigeria



Environnement opérationnel

Le Nigéria continue de faire face à une situation humanitaire complexe, sans que la fin de l'insurrection de Boko Haram ne semble prévisible. Bien que l'armée nigériane ait fait reculer considérablement les insurgés en 2017 et 2018, Boko Haram continue de constituer une menace grave pour la sécurité. Jusqu'à présent, les déplacés internes et les réfugiés ne sont rentrés que dans les chefs-lieux où se situent les autorités locales, ce qui a produit des situations apparentées à celles des déplacés internes : un grand nombre de personnes de retour vivent désormais dans des camps ou des sites assimilables à des camps. Les réfugiés et les déplacés de retour ne sont pas autorisés à se déplacer au-delà d'un périmètre de sécurité délimité par l'armée autour des chefs-lieux. Cette restriction réduit la capacité des populations de retour à entreprendre de véritables activités de subsistance. Du fait de l'absence de services et d'autorités civiles dans les zones de retour, certains services comme l'éducation, la santé et le maintien de l'ordre, notamment le maintien de la sécurité dans les camps de déplacés internes, ont été assumés par les militaires. Les déplacements des acteurs humanitaires sur le terrain ne peuvent être effectués qu'à bord des hélicoptères du service aérien d'aide humanitaire. Dans certains sites, des plateformes humanitaires (logements et bureaux temporaires sécurisés) ont été aménagées pour faciliter les missions sur le terrain.

Ailleurs au Nigéria, les affrontements entre éleveurs et agriculteurs se multiplient dans la région centrale du pays, la « *Middle Belt* » (États de Benue, de Nasarawa et de Taraba). En 2017 et au premier trimestre 2018, ces affrontements ont déplacé des milliers de personnes, causé plusieurs morts et entraîné la destruction de biens et de moyens de subsistance. Ce conflit a été identifié comme une menace pour la sécurité nationale.

Le dernier trimestre 2017 et l'année 2018 ont été marqués par l'arrivée de réfugiés camerounais au Nigéria, la majorité d'entre eux s'installant au sein des communautés d'accueil des États de Cross River et de Benue. Pour des raisons de sécurité, le Gouvernement du Nigéria a recommandé d'aménager les camps et installations loin des régions frontalières. Les réfugiés récemment arrivés sont venus s'ajouter aux quelque 2 500 réfugiés et demandeurs d'asile déjà présents dans des zones urbaines, principalement à Lagos.

Le HCR continuera d'étudier les possibilités de partenariat stratégique avec des organismes comme la Banque mondiale, le PNUD et le Comité présidentiel pour le Nord-Est (PCNI) et d'en tirer pleinement parti, afin d'intégrer ses programmes dans la stratégie de développement et d'exécuter des activités qui soient bénéfiques pour les communautés déplacées comme pour les communautés d'accueil. Le HCR continuera de renforcer le partenariat interorganisations au sein de structures de coordination intervenant aussi bien au niveau des États qu'au niveau fédéral, notamment l'Équipe spéciale interministérielle et le Groupe de travail sur la coordination humanitaire, placé sous la responsabilité du gouvernement.

Le HCR continuera de diriger les groupes de travail du secteur de la protection au niveau d'Abuja et de Maiduguri, ainsi que le secteur de la coordination et de la gestion des camps et le secteur des abris/articles non alimentaires.

Du fait de la conclusion d'un accord tripartite sur le rapatriement des Nigériens réfugiés au Cameroun en mars 2017, le retour organisé devrait être l'une des principales tendances de l'année 2019, en plus du retour spontané de réfugiés non enregistrés et de déplacés internes quittant les camps pour regagner leurs régions d'origine.

Principales priorités

En 2019, le HCR se concentrera sur les activités suivantes :

- continuer de mettre en œuvre une stratégie opérationnelle centrée sur la protection pour les déplacés internes, afin de répondre aux besoins urgents des déplacés internes vulnérables identifiés lors du suivi de protection, du dépistage des vulnérabilités et des évaluations réalisées avec la participation des communautés ;
- fournir aux déplacés internes une aide matérielle axée sur la protection, un appui aux moyens de subsistance, assurer la consolidation de la paix et l'accès à la justice, répondre aux violences sexuelles et de genre, apporter un soutien psychosocial et mener un plaidoyer, ainsi que veiller à la protection de l'enfance ;
- fournir des articles de secours essentiels et une assistance aux déplacés internes dans le secteur des abris, y compris par des aides en espèces;
- plaider pour un engagement accru du gouvernement et des autres acteurs humanitaires, et promouvoir la collaboration avec les acteurs du développement pour assurer une complémentarité interinstitutionnelle et intersectorielle ;
- promouvoir le retour durable des réfugiés et réduire le recours aux stratégies d'adaptation négatives en encourageant et en stimulant les moyens de subsistance et les aides en espèces dans les zones jugées prioritaires par les communautés de réfugiés de retour ;
- pour les réfugiés de retour, distribution d'articles de secours essentiels, appui aux moyens de subsistance, interventions dans le secteur des abris, accès à la justice et renforcement de la coexistence pacifique ;
- intégrer des composantes « d'aides en espèces » dans les kits de matériaux pour abris/d'articles non alimentaires, les kits de démarrage pour les petites entreprises et dans les coopératives de génération de revenus pour les réfugiés de retour ;
- aider les homologues gouvernementaux à enregistrer les réfugiés camerounais arrivant dans le pays et à leur fournir des documents individuels pour renforcer leur protection juridique ;
- continuer de transférer (sur une base volontaire) les réfugiés dans les nouvelles installations des États de Cross River et de Benue, situées dans des zones éloignées des frontières, et assurer l'accès aux services ainsi qu'un appui aux moyens de subsistance pour les réfugiés, aussi bien au sein des communautés d'accueil que dans les installations ;
- travailler en étroite collaboration avec la CEDEAO à la mise en œuvre du plan d'action convenu.

Chiffres clés :

- 30 000 ménages recevront des articles de secours essentiels
- 28 000 femmes recevront des protections périodiques
- 34 000 personnes relevant de la compétence du HCR recevront un appui en matière d'abris
- 10 000 personnes relevant de la compétence du HCR bénéficieront d'une formation aux compétences de base utiles pour leurs moyens de subsistance
- 10 000 personnes relevant de la compétence du HCR se verront délivrer des documents d'identité
- 20 000 personnes relevant de la compétence du HCR bénéficieront d'une aide juridique
- 65 000 personnes relevant de la compétence du HCR bénéficieront d'aides au retour

Budget 2019 révisé - Nigeria | USD

Le tableau suivant présente le budget révisé par objectif pour cette opération. L'affectation des ressources au niveau des objectifs peut être modifiée en cours d'année selon l'évolution de la situation opérationnelle et des priorités. Le budget courant par pilier tel qu'il apparaît en bas du tableau est mis à jour chaque mois et remplacé par le budget final une fois l'année clôturée.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Environnement de protection favorable				
Cadre juridique et politique	83,927	0	1,130,910	1,214,837
Aide juridique et recours judiciaires	0	1,226,140	2,055,867	3,282,007
Accès au territoire	353,602	0	0	353,602
Sous-total	437,528	1,226,140	3,186,777	4,850,446
Processus de protection et documents adéquats				
Enregistrement et établissements des profils	0	3,029,419	1,767,252	4,796,671
Procédures de détermination du statut de réfugié	49,832	0	0	49,832
Documents individuels	0	916,473	958,414	1,874,888
Sous-total	49,832	3,945,893	2,725,666	6,721,391
Sécurité face à la violence et à l'exploitation				
	0	1,802,946	2,513,809	4,316,756
Prévention et interventions liées aux VSS	45,832	3,079,419	3,793,714	6,918,966
Protection des enfants	0	2,054,299	2,179,524	4,233,824
Sous-total	45,832	6,936,665	8,487,048	15,469,546
Besoins de base et services essentiels				
Santé	801,465	0	0	801,465
Abris et infrastructures	1,339,665	2,714,658	5,290,595	9,344,917
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	2,304,499	0	6,303,686	8,608,185
Éducation	924,832	0	0	924,832
Sous-total	5,370,460	2,714,658	11,594,280	19,679,399
Autonomisation et autogestion communautaires				
Mobilisation communautaire	0	481,473	676,611	1,158,084
Coexistence avec les communautés locales	0	319,693	0	319,693
Autosuffisance et moyens d'existence	254,665	3,488,465	1,997,079	5,740,209
Sous-total	254,665	4,289,632	2,673,690	7,217,986

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Solutions durables				
Stratégie pour la recherche de solutions globales	641,165	0	0	641,165
Retour volontaire	0	5,076,403	0	5,076,403
Réintégration	0	1,241,646	0	1,241,646
Sous-total	641,165	6,318,049	0	6,959,213
Direction, coordination et partenariats				
Coordination et partenariats	63,927	0	1,263,710	1,327,637
Gestion et coordination des camps	0	0	2,747,462	2,747,462
Relations avec les donateurs	0	0	2,557,118	2,557,118
Sous-total	63,927	0	6,568,290	6,632,217
Appui à la logistique et aux opérations				
Approvisionnement et logistique	52,332	0	0	52,332
Gestion des opérations, coordination et appui	211,628	1,654,983	3,035,859	4,902,470
Sous-total	263,960	1,654,983	3,035,859	4,954,802
Budget 2019 révisé	7,127,369	27,086,020	38,271,611	72,485,000
Augmentation / Diminution	27,480,236	0	-6,900,000	20,580,236
Budget 2019 courant	34,607,605	27,086,020	31,371,611	93,065,236